

## **DÉLIBÉRATION N°CP 2022-180**

### **DU 23 MARS 2022**

#### **CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT D'AUTORITÉS CONCÉDANTES POUR LA PLATEFORME D'APPROVISIONNEMENT DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DE L'EST FRANCILIEN**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** la délibération n°CR 2020-044 du 24 septembre 2020 ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2022-180 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

#### **Article 1 :**

Décide d'approuver le principe de la constitution d'un groupement d'autorités concédantes ayant pour objet la conclusion d'une concession de travaux relative à la conception et la réalisation de la plateforme agroalimentaire avec la société publique locale PARSEF figurant en annexe.

#### **Article 2 :**

Décide d'autoriser la présidente à signer la convention de groupement d'autorités concédantes.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSE**

Acte rendu exécutoire le 23 mars 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 23 mars 2022 (référence technique : 075-237500079-20220323-lmc1145789-DE-1-1) et affichage ou notification le 23 mars 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

## **ANNEXE A LA DELIBERATION**

## **Annexe à la délibération - Convention Autorités Concédantes**

**CONVENTION POUR LA CONSTITUTION D'UN  
GROUPEMENT D'AUTORITES CONCEDANTES  
EN APPLICATION DE L'ARTICLE L.3112-1  
DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE  
POUR LA PLATEFORME D'APPROVISIONNEMENT DE LA  
RESTAURATION SCOLAIRE DE L'EST  
FRANCILIEN**

**Entre :**

La Région Île-de-France, domiciliée au 2 rue Simone VEIL, 93400 SAINT-OUEN, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dûment habilitée par une délibération de la Commission permanente en date du 23 mars 2022

**Et :**

Le Département de Seine-et-Marne, domicilié à l'Hôtel du Département, 12 rue des Saints Pères, CS50377, 77010 MELUN CEDEX, représenté par son Président, Monsieur Jean-François PARIGI, dûment habilité par une délibération du Conseil départemental en date du 08 avril 2022,

**Ci-après « les Parties »**

**PREAMBULE**

Dans le cadre de la réalisation d'une plateforme agroalimentaire de la restauration scolaire de l'Est francilien, ayant pour objet d'alimenter près de 15,2 millions de repas par an, les parties se sont donc rapprochées pour convenir, dans une convention, de la création d'un groupement d'autorités concédantes et définir les modalités de fonctionnement de ce dernier dans le respect des dispositions légales et réglementaires en matière de commande publique.

Cette convention intervient dans le cadre de la mise en œuvre de l'objet social de la Société Publique Locale PLATEFORME D'APPROVISIONNEMENT DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DE L'EST FRANCILIEN (SPL PARSEF), dont les parties détiennent l'ensemble du capital.

## **ARTICLE 1 - CARACTERISTIQUES DE LA CONVENTION**

### **Article 1.1. Objet de la convention**

Conformément à l'article L.3112-1 et suivant du Code de la commande publique, la présente convention a pour objet :

- ☛ d'instituer un groupement d'autorités concédantes entre les Parties ;
- ☛ de définir les modalités de fonctionnement du groupement constitué entre les Parties pour la préparation et la passation du contrat de concession de travaux relatif à la conception et la réalisation d'une plateforme d'approvisionnement de la restauration scolaire de l'est francilien ;
- ☛ de répartir entre les membres du groupement les diverses tâches nécessaires à la préparation et la passation du contrat de concession ;
- ☛ de définir les rapports et obligations de chaque membre.

### **Article 1.2. Durée de la convention**

La présente convention entrera en vigueur à la date de sa signature par l'ensemble des représentants des parties dûment habilités par leurs organes délibérants respectifs par actes préalablement publiés et transmis au représentant de l'Etat compétent.

Elle prendra fin au terme normal, anticipé ou reconduit du contrat de concession évoqué ci-avant incombant au groupement.

### **Article 1.3. Adhésion du groupement**

Chaque membre adhère au groupement par délibération de l'assemblée délibérante approuvant l'acte constitutif ou par toute décision de l'instance autorisée. Une copie de la délibération ou de la décision est notifiée au coordonnateur du groupement (voir article 3.1 ci-dessous).

Toute nouvelle adhésion au groupement constitué par la présente convention doit :

- faire l'objet d'un accord de chacune des parties à la convention ;
- être approuvée par la personne morale souhaitant adhérer conformément aux dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables.

Chaque nouvelle adhésion est formalisée par la conclusion d'un avenant.

### **Article 1.4. Siège du groupement**

Le siège administratif du groupement d'autorités concédantes est établi à l'adresse suivante :

Département de Seine-et-Marne  
Hôtel du Département  
12 rue des Saints Pères, CS50377, 77010 MELUN CEDEX

## **ARTICLE 2. DEFINITION DU CONTRAT INCOMBANT AU GROUPEMENT**

Le groupement institué par la présente convention est en charge de conclure une concession de travaux relative à la conception et la réalisation de la plateforme agroalimentaire.

Le présent groupement d'autorités concédantes décide de conclure le contrat de concession sans publicité ni mise en concurrence préalables avec la Société Publique Locale PLATEFORME D'APPROVISIONNEMENT DE LA RESTAURATION SCOLAIRE DE L'EST FRANCILIEN (SPL PARSEF) dont la totalité du capital est détenue par le Département et la Région.

Cette dévolution s'inscrit donc dans le cadre d'une quasi-régie conjointe sur le fondement des dispositions de l'article L.3211-3 du code de la commande publique.

### **ARTICLE 3. MODALITES DE FONCTIONNEMENT DU GROUPEMENT**

#### **Article 3.1. Préparation**

##### Article 3.1.1. Désignation d'un Coordonnateur et définition de ses attributions

Le coordonnateur du groupement est le Département de Seine-et-Marne.

En cas de défaillance du coordonnateur, la Région Ile-de-France sera chargée des missions lui incombant.

Plus précisément, le Coordonnateur du groupement est investi des missions suivantes :

- ☛ *Coordonner la préparation et la passation du contrat de concession de travaux avec la SPL PARSEF,*
- ☛ *Signer, puis de notifier, après accord exprès de la Région, le contrat de concession à la SPL PARSEF,*
- ☛ *Suivre l'exécution du contrat de concession*
- ☛ *Procéder aux modifications ou à la résiliation du contrat de concession, après accord exprès de la Région,*
- ☛ *Conduire les actions en justice*

*Le coordonnateur du groupement reçoit mandat de la Région Ile-de-France pour ester en justice, aussi bien en tant que défendeur que demandeur, dans le cadre strict de sa mission limitée à la passation, à la modification ou la résiliation du contrat de concession objet des présentes. Il informe chaque membre du groupement des actions entreprises et de leurs évolutions.*

*Chaque membre du groupement s'assure, pour ce qui le concerne, de la bonne exécution du contrat de concession.*

##### Article 3.1.2. Obligations des membres du groupement

Chaque membre du groupement s'engage à :

- Communiquer au coordonnateur toute information utile à la passation et exécution du contrat de concession

- Respecter les demandes du coordonnateur en s'engageant à y répondre dans les délais impartis ;
- Respecter les clauses du contrat de concession signé par le coordonnateur ;

Les membres du groupement sont seuls responsables des obligations qui leur incombent pour les missions non confiées au coordonnateur.

### **Article 3.2. Modification de la convention de groupement**

Toute modification de la présente convention est approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des membres du groupement.

Elle fait l'objet d'un avenant adopté par délibération concordante des assemblées délibérantes des membres du groupement.

### **Article 3.3. Retrait de l'un des membres du groupement**

Un membre peut se retirer du groupement sur demande expresse adressée par lettre recommandée avec avis de réception au coordonnateur.

Le retrait d'un membre du groupement est fixé par délibération de son assemblée.

Cette décision est notifiée au coordonnateur.

Quoiqu'il en soit, le membre démissionnaire reste engagé jusqu'à l'échéance de la période d'exécution en cours du contrat de concession. Le retrait ne prend effet qu'après règlement des sommes dues au titre des contrats conclus.

Le coordonnateur est dégagé de toute responsabilité au titre du retrait d'un membre. Ce dernier assume seul les dommages et intérêts ou indemnités susceptibles d'être demandés par le titulaire du contrat qui s'estimerait lésé par son retrait.

Les membres du groupement acceptent le retrait d'un membre sans pouvoir s'y opposer.

### **Article 3.4. Litiges relatifs à la présente convention**

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de l'application de la présente convention relèvent de la compétence du Tribunal Administratif de Melun.

Les Parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

## **ARTICLE 4. DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

### **Article 4.1. Indemnisation du coordonnateur**

Le coordonnateur assurera ses missions à titre gracieux vis-à-vis des autres membres du groupement.

### **Article 4.2. Frais de justice**

En contentieux de la passation et exécution du contrat de concession, si le coordonnateur venait à être condamné au paiement de dépens et de frais ou de versement d'indemnités, par une décision devenue définitive d'une juridiction administrative ou civile, chaque membre sera

sollicité pour couvrir ces frais supplémentaires, en fonction de ses responsabilités au regard de ce contentieux.

#### **ARTICLE 5. TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Chaque Partie s'engage à respecter scrupuleusement les obligations issues du traitement des données à caractère personnel entre les Parties et concernant le concessionnaire résultant du présent groupement.

Toute question, litige et problématique sera adressée au Délégué de la Protection des Données du Coordonnateur du groupement qui aura la charge d'y remédier.

A.....  
le.....

Pour le Département de Seine-et-Marne

Jean-François PARIGI

Président

Pour la Région Ile-de-France

Valérie PECRESSE

Présidente